

Que signifie la croissance tirée par les salaires dans les pays en développement où l'emploi informel est très répandu?

Jayati Ghosh

Durant la dernière décennie, la tendance a été de considérer les stratégies économiques fondées sur les exportations comme les plus efficaces, en raison du succès apparent de deux pays en particulier: la Chine et l'Allemagne. En fait, le modèle de croissance tirée par les exportations est bien plus répandu car il a été adopté par presque tous les pays en développement.

L'adoption de ce modèle a été corrélée avec la compression des coûts salariaux et de la consommation intérieure dans le but de demeurer compétitif au plan international et, dans toute la mesure du possible, de gagner des parts croissantes des marchés mondiaux. Réguler les taux de change pour demeurer compétitif, en dépit soit des excédents de la balance des comptes courants, soit des flux entrants de capitaux, est devenu l'un des principaux éléments de cette stratégie. Cette préoccupation est allée de pair avec une situation particulière dans beaucoup de pays en développement: une hausse des taux d'épargne et une baisse des taux d'investissement, ainsi que la détention de réserves internationales, que ces pays ont ensuite cherché à placer dans des actifs sûrs à l'étranger.

Cette évolution est liée à un problème classique de stratégie mercantiliste, qui est évident sous une forme exacerbée pour les économies d'aujourd'hui agressivement axées sur les exportations: elles sont obligées de financer les déficits des pays qui achèteront leurs produits, par des flux de capitaux qui soutiennent la demande de leurs propres exportations, même quand ces pays ont un revenu par tête nettement plus élevé que le leur. Les flux de capitaux en provenance de Chine et d'autres pays de l'Asie en développement en sont un excellent exemple. Cette stratégie a également généré moins d'emplois que ne l'aurait fait un modèle à plus forte intensité de main-d'œuvre fondé sur une expansion de la demande intérieure, ce qui signifiait que l'emploi augmentait relativement peu, en dépit de hausses souvent spectaculaires de la production totale. C'est pourquoi, globalement, la forte expansion précédente est allée de pair avec un subventionnement du Nord par le Sud: par des exportations de marchandises et de services à bas prix, par des flux nets de capitaux en provenance des pays

en développement vers les Etats-Unis en particulier, par des flux de main-d'œuvre bon marché sous la forme d'une migration à court terme.

L'effondrement récent des marchés d'exportation a momentanément stoppé ce processus. Bien qu'il y ait eu un redressement, il est évident qu'une telle stratégie ne peut pas être maintenue au-delà d'un certain point. C'est particulièrement vrai lorsque plusieurs économies de relativement grande envergure cherchent à l'appliquer en même temps. Ainsi, non seulement c'est cette stratégie qui a entretenu et accru l'inégalité à l'échelle mondiale, mais elle a aussi semé les graines de sa propre destruction en générant des pressions à la baisse sur les prix en raison de l'intensification de la concurrence, ainsi que des réactions protectionnistes dans le Nord.

Il y a donc des raisons à la fois externes et internes pour lesquelles il est difficile d'appliquer cette stratégie au-delà d'un certain point. Au plan externe, les pays en déficit choisiront ou seront obligés de réduire leurs déficits par divers moyens

Les pressions pour que l'on trouve des sources de croissance économique plus durables augmenteront probablement

et en recourant à des mesures protectionnistes. Au plan interne, les possibilités de limitation des revenus des salaires et de la consommation intérieure se heurteront à une certaine résistance politique. Dans l'un ou l'autre cas, les pressions pour que l'on trouve

des sources de croissance économique plus durables, en particulier par la demande intérieure et d'autres initiatives axées sur les salaires, augmenteront probablement.

Le processus de rééquilibrage économique à l'échelle mondiale a été engagé par la crise financière et il devrait maintenant s'intensifier du fait du fragile redressement actuel et de l'instabilité potentielle de l'avenir proche. Il en découle un résultat important, à savoir que les pays en développement (et les pays présentant une balance excédentaire, comme la Chine en particulier) ne peuvent plus compter sur les exportations vers les Etats-Unis comme principal moteur de leur croissance. Le déficit commercial des Etats-Unis va diminuer et, fondamentalement, peu importe que cela se produise par l'évolution des taux de change, par des changements dans l'épargne domestique et le comportement en matière d'investissement, ou par un renforcement du protectionnisme. Les pays doivent donc diversifier leurs sources de croissance et rechercher d'autres marchés d'exportation ainsi que des moteurs de croissance internes. C'est ce qui rend si convaincants les arguments en faveur d'une modification de stratégie pour privilégier une croissance intérieure tirée par les salaires.

Dans les pays développés dotés d'institutions relativement solides qui peuvent influencer sur le marché du travail, y compris la négociation collective des salaires, une législation efficace en matière de salaires minima et autres, il est probablement plus facile d'envisager une croissance tirée par les salaires et des stratégies

permettant aux salaires de suivre le rythme de la croissance de la productivité du travail (ou au moins d'augmenter jusqu'à un certain point). Mais qu'en est-il de la plupart des pays en développement, où les institutions de ce type sont relativement peu développées et où un grand nombre de travailleurs, si ce n'est la majorité, sont dans des activités informelles et sont souvent établis à leur propre compte? En pareils cas, comment va-t-on faire en sorte qu'il y ait des hausses de salaires et une amélioration des conditions de travail? Et que représente une politique macroéconomique de croissance tirée par les salaires dans un tel contexte?

En fait, il demeure à la fois possible et souhaitable d'obtenir une croissance tirée par les salaires dans ces circonstances. Il y a cinq éléments importants en jeu dans une stratégie de ce type pour les pays en développement où les secteurs informels sont étendus:

- Rendre le processus de croissance économique plus inclusif et à forte intensité d'emplois, en fournissant des ressources directes pour les secteurs dans lesquels travaillent les pauvres (comme l'agriculture et les activités informelles), les zones dans lesquelles ils vivent (des régions relativement attardées), les facteurs de production qu'ils possèdent (main-d'œuvre non qualifiée) et les produits qu'ils consomment (comme la nourriture).
- Garantir une plus grande viabilité de la production informelle, par un meilleur accès au crédit institutionnel pour les paysans et autres petits producteurs, une plus grande intégration dans les chaînes d'approvisionnement et une commercialisation qui améliore leurs bénéfices, et des améliorations technologiques qui entraînent un accroissement de la productivité du travail dans ces activités.
- Générer des augmentations de l'emploi public qui fixent le seuil minimum des salaires (par exemple, dans le cadre de dispositifs comme celui qu'a mis en place la Loi de garantie de l'emploi rural national en Inde), et améliorer le pouvoir de négociation des travailleurs.
- Offrir une protection sociale nettement améliorée, mieux financée, avec une couverture plus étendue et une plus grande consolidation, plus de dépenses pour les soins de santé et des programmes d'assurance sociale plus solides et plus développés, y compris les pensions et l'assurance-chômage.
- Accroître et privilégier l'offre publique de prestations matérielles à caractère salarial (par exemple, logement, autres infrastructures, santé, éducation, et même nourriture) financées par les excédents de l'impôt.

Souvent, le dernier point n'est pas considéré comme un élément capital d'une possible stratégie privilégiant les salaires, mais il peut revêtir une importance

cruciale. Par ailleurs, une telle stratégie peut être appliquée efficacement même dans le cadre d'économies qui sont normalement des économies capitalistes axées sur les exportations, du moment que les excédents provenant de l'industrialisation et des exportations peuvent être mobilisés pour l'offre publique de prestations

Les prestations [de services sociaux] ont ménagé une plus grande flexibilité aux producteurs participant à la concurrence sur les marchés extérieurs

matérielles à caractère salarial. De fait, cela a été un trait caractéristique important et non reconnu de l'industrialisation réussie en Asie, depuis le Japon jusqu'aux pays nouvellement industrialisés de l'Asie de l'Est et (tout récemment) à la Chine. L'offre publique de logements, de moyens de transport, de produits alimentaires de base, d'une éducation scolaire et de soins de santé de base à des prix abordables et d'une qualité raisonnablement bonne a contribué à améliorer les conditions de vie des travailleurs et (indirectement) à réduire par conséquent la part monétaire des salaires que les différents employeurs doivent verser aux travailleurs. Ces prestations ont non seulement diminué les coûts de main-d'œuvre globaux pour les employeurs du secteur privé, mais ont aussi ménagé une plus grande flexibilité aux producteurs participant à la concurrence sur les marchés extérieurs, puisqu'une part significative des frais fixes a été effectivement réduite.

Quels sont les avantages macroéconomiques d'une telle stratégie? Outre les avantages manifestes en termes de réduction de la pauvreté, d'amélioration de la distribution des revenus et des conditions des travailleurs informels, il y a des conséquences positives pour le processus de croissance. Une telle stratégie permet une expansion économique plus stable fondée sur un élargissement du marché intérieur, et par ailleurs elle n'est pas nécessairement en contradiction avec une augmentation des exportations. Elle incite à mettre davantage l'accent sur la hausse de la productivité, ouvrant ainsi la voie à l'industrialisation.

Manifestement, si les pays dans lesquels se concentre la majorité de la population mondiale veulent effectivement réaliser leur projet de développement d'une manière durable, il faut qu'ils suivent des stratégies économiques nouvelles et plus créatives. La croissance tirée par les salaires, y compris par des mesures comme celles qui ont été exposées ici, constitue probablement un élément essentiel des stratégies de ce type.

Jayati Ghosh est professeur d'économie à l'Université Jawaharlal Nehru, à New Delhi, et secrétaire générale de International Development Economics Associates (<http://www.networkideas.org/>). Elle a été consultante auprès de nombreuses organisations internationales et de gouvernements, et travaille activement avec des organisations progressistes en Inde et ailleurs.